PSU

ÉLECTIONS à L'ASSEMBLÉE NATIONALE

des 18 et 25 Novembre 1962

3ème Circonscription du Gard - Alès-Est

Citoyennes, Citoyens,

Parti jeune, parti de jeunes, le PARTI SOCIALISTE UNIFIÉ a été fondé parce que les Partis traditionnels, démissionnant sans combat en 1958, n'avaient pas su résoudre les problèmes qui se posaient alors à la quatrième République (décolonisation, guerre d'Algérie, transformation du monde du travail).

Parti démocratique, le PSU n'a jamais dit oui au pouvoir personnel qui méprise de plus en plus les institutions représentatives syndicales et politiques, qui sont, cependant, indispensables à la vie d'un pays.

Le PSU dit NON maintenant à la coalition factice des partis traditionnels qui ne sauront pas plus aujourd'hui qu'hier réaliser un programme constructif.

Le PSU propose un programme immédiatement applicable, capable de conduire notre pays vers une véritable démocratie socialiste.

Le PSU SOUTIENT les revendications des organisations syndicales; Semaine de 40 heures, 4^{me} semaine de congés payés, abaissement de l'âge de la retraite, formation professionnelle des jeunes, démocratisation du régime de sécurité sociale et maintien des avantages spéciaux (mines), travail à mi-temps pour les femmes.

Mais l'expérience du passé montre que ces revendications ne seront vraiment satisfaites que dans e cadre de profondes transformations économiques et sociales :

Planification de l'économie en vue de satisfaire en priorité les besoins des travailleurs. Contrôle démocratique des plans par les délégués des travailleurs. Une planification établie, non en vue des profits capitalistes mais étudiée sur le plan régional par les travailleurs eux-mêmes, tiendrait compte des besoins des consommateurs et aussi des nécessités de soutenir et de développer la production des régions défavorisées comme la nôtre (nous ne reverrions pas des Decazeville).

Une telle planification serait rendue possible par la nationalisation des pôles de domination économique (banques d'affaires et de crédit, sidérurgie, pétro-chimie, pétrole) alors qu'à l'heure actuelle l'état apporte une aide à des sociétés privées (pétrolières par exemple) qui concurrencent des industries nationalisées comme les houillères. Comme le montre l'expérience du présent, ces nationalisations ne se feront au profit des travailleurs que si la gestion des entreprises leur est enfin donnée; l'augmentation des pouvoirs des comités d'entreprise et l'intervention des syndicats prépareront la voie à une véritable socialisation.

Le PSU propose une véritable politique AGRICOLE dont le but essentiel est de donner une dignité nouvelle à la profession paysanne :

— Abandon d'une conception périmée de la propriété et de l'exploitation familiale : remembrement, coopératives d'exploitation gérées par les cultivateurs eux-mêmes.

— Révalorisation des produits agricoles par l'aménagement des circuits de distribution avec la participation effective des cultivateurs, et la création d'industries locales de transformation.

— Nationalisation des industries-clés de l'agriculture (Engrais. Produits chimiques. Matériel agricole), les agriculteurs devant participer à la gestion de ces entreprises.

- Création d'un véritable enseignement agricole.

Le PSU exige sur le plan de l'ENSEIGNEMENT l'abolition de toutes les lois anti-laiques, la démocratisation de l'enseignement (fournitures scolaires gratuites - pré-salaire étudiant), l'établissement d'un service public laique associant les parents d'élèves et les enseignants à sa gestion et aboutissant à une véritable nationalisation de l'enseignement.

Le PSU exige un statut de la presse et de la radio-télévision, garantissant leur indépendance à l'égard des puissances financières et de l'État.

Le PSU réclame une politique de logement cohérente; programme de construction géographiquement réparti en fonction des besoins, municipalisation du sol pour éviter les spéculations, construction obligatoire dans tout groupe nouveau, des équipements administratifs, culturels et sociaux, financement par les pouvoirs publics, grâce, en particulier, aux économies réalisées sur le budget militaire, participation des usagers du logement aux organismes de constructions.

Mais ce n'est que par un changement de politique étrangère et de politique militaire qu'un tel programme peut être réalisé.

Le PSU réclame l'abandon d'une fausse politique de grandeur, que les travailleurs sont seuls à payer. Il réclame la dissolution des corps militaires spéciaux (légion étrangère, parachutistes...), la mise hors d'état de nuire de la caste militaire, et surtout l'abandon de la coûteuse politique atomique, de la force de frappe. Pour le PSU il n'existe ni "bonnes" rampes de lancement, ni "bonnes" bombes atomiques.

Plutôt que la sujétion à l'un des blocs, dont l'antagonisme menace la paix du monde, nous voulons que la France adopte la seule politique vraiment pacifique, celle du non-engagement.

Pour appliquer ce programme, le PSU souhaite réaliser au plus vite le FRONT SOCIALISTE.

Le PSU entend travailler à la réunification du Mouvement Ouvrier. Seul parti politique groupant des militants de toutes les centrales syndicales, le PSU pense que c'est seulement par l'union de tous les partis, syndicats, organisations démocratiques, professionnelles et culturelles que ces objectifs pourront être atteints. Le PSU pense aussi que ce n'est que par la participation de chaque travailleur à la solution des problèmes qui le touchent dans son usine, dans son atelier, dans son champ, dans sa classe, dans son habitation, qu'il sera possible de satisfaire ses véritables besoins.

Manifestez votre approbation à notre programme en accordant votre suffrage à notre candidat :

Docteur J.-J. MEYNARD

Maire de Saint-Christol

Remplaçant éventuel : PINÈDE ANDRÉ ouvrier mineur C. G. T.

Le candidat et son remplaçant, le comité électoral

BRIOL: adjoint au maire. Pont-St-Esprit - SOUCHE André : conseiller municipal, Alès - CHABROL Albert : ancien conseiller municipal - COMPAN Auguste : retraité mineur, les Mages - TEISSIER Pierre : étudiant, Trescol URBACH D. - MAUREL - BLANC C. : médecins - LITCHGY Charles : voyageur de commerce - BOSCHET ouvrier métallurgiste, Bessèges - BALADIER : comptable, Alès - PINTO S. - LE BLANC J. - BOREL P. - Melle PLANAT - Mme MAUREL : professeurs - FRAISSE - JOURNET : agents de lycée - ROUSSEL - BLANC R. instituteurs publics - DAVID G. : orientation professionnelle - Les sections PSU de la circonscription d'Alès-Est.

Citoyennes, Citoyens

Appelé par le Parti Socialiste Unifié à me présenter devant vous, aux Élections à l'Assemblée Nationale, j'accepte cette tâche qui me donne l'occasion de poursuivre l'idéal qui est le mien et me permet de demander à tous ceux qui partagent cet idéal de le manifester, en m'accordant leurs suffrages. Je fais miennes les déclarations de politique générale du PSU que vous avez lues ci-dessus. Seul un Socialisme Moderne, permettra dans une Démocratie Nouvelle d'accorder le prodigieux développement scientifique et économique de notre siècle avec la Justice Sociale.

Sur le Plan Local cette politique est aussi nécessaire que sur celui des Institutions et elle doit trouver son application. Il est de toutes façons un certain nombre de problèmes à régler de toute urgence, si nous voulons sauver notre Région et notre Bassin Minier de l'étiolement et de la mort qui le menacent.

En Priorité, il faut : un plan d'utilisation régionale du charbon domestique, dans out le Midi par l'Équipement de Centrales de chauffage collectif, pour les nouveaux ensembles d'habitation. La construction d'un système d'adduction d'eau industrielle et de centrales thermiques pour favoriser l'implatation d'industries nouvelles, en fournissant eau et énergie à bas prix (la politique de l'E.D.F. est à revoir à ce sujet). Un réseau routier moderne pour sauver notre région de l'asphyxie. Préparer la reconversion du Bassin Minier en maintenant tous les avantages matériels et sociaux acquis par les mineurs.

Je m'engage devant vous, si je suis élu, à œuvrer de toutes mes forces pour la Sauvegarde et le développement de notre Région et le triomphe de notre idéal socialiste.

Le Candidat : Jean-Jacques MEYNARD